

La voix de l'opposition de gauche

Le 15 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Le 20 juin à 18 heures, rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Paris, Journée internationale pour la libération de Louisa Hanoune.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

A propos du document sur le mouvement écologique

J'ai publié ce document, uniquement parce qu'il montrait comment l'écologie politique s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie politique du clan dominant de l'oligarchie et sa stratégie pour l'instauration d'un gouvernement mondial.

Cela dit, je ne partage pas les positions adoptées par son auteur sur le nucléaire, les OGM, la surpopulation mondiale, notamment. J'y reviendrai dans une autre causerie. J'ai pris le temps de lire attentivement la totalité ou presque de son document, et j'ai pris de nombreuses notes, donc je n'ai pas pu me consacrer à autres choses. Je dois encore réfléchir aux nombreuses questions qu'il pose pour y apporter des réponses, en fait c'est beaucoup plus facile de les trouver que de les rédiger de manière claire et cohérente pour les partager.

Ce samedi matin, après avoir passé une bonne nuit, c'est assez rare, j'ai eu les idées plus claires pour vous proposer un premier jet des réflexions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de ce document.

L'auteur de ce document en est resté, je cite, à "*la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle*", donc à une interprétation métaphysique ou philosophique, idéaliste, moraliste, à une forme d'humanisme béat, du développement de la civilisation humaine dont le développement des forces productives et la lutte des classes furent les deux principaux facteurs, ce qui devait l'amener infailliblement à se placer sur le plan du capitalisme, interprétation archaïque et incohérente qui se manifeste notamment dans le refus d'assumer les conséquences catastrophiques pour l'espèce humaine et notre planète de la survie du capitalisme, l'horizon indépassable de la plupart des intellectuels limités ou bornés qui n'ont jamais étudié les travaux de Marx et Engels et n'ont jamais assimilé les lois générales du mouvement ou la dialectique qui régit la matière, la nature, les idées, la société...

C'est ainsi qu'il oppose, je cite, "*le concept d'État-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu*", concept qui devait être amené à voler en éclats sous la pression de la mondialisation du capitalisme ou une fois atteint le stade de l'impérialisme, liberté de l'individu qui devait être supplantée par la lutte du prolétariat pour obtenir des droits démocratiques ou politiques collectifs, à "*la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques*", les monarques et la noblesse qui constituaient l'aristocratie sous l'Ancien Régime devait s'entourer d'une importante cour ou d'une pléiade d'élites soumises et loyales pour gouverner leurs sujets, la répartition des rôles était ainsi réglée pour assurer à la fois la prospérité de l'oligarchie et la stabilité du régime.

De nos jours, c'est le développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et ses contradictions ayant atteint leurs limites, qui conduisent ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, à définir les différentes orientations que selon eux la société et le monde devraient emprunter selon leurs intérêts, dans un contexte qui leur est imposé ou avec lequel ils doivent composer, notamment l'existence d'une population mondiale de 7,4 ou 7,5 milliards d'hommes et de femmes avec leurs besoins ou aspirations spécifiques ou incontournables, qui au-delà de la

menace perpétuelle qu'ils font peser sur leur hégémonie de classe, constituent un réel danger pour leur propre survie tout court, car au rythme où s'est accrue la population mondiale entre le début et la fin du XXe siècle, passant de 1 à plus de 7 milliards, ils ont pris conscience qu'elle atteindrait 15 milliards à la fin du XXIe siècle, 30 milliards à la fin du XXIIe siècle, ce qui rendrait toute vie sur terre infernale ou impossible, qui peut en douter un seul instant, n'est-ce pas ?

Et ce qu'il y a d'extraordinaire chez ce genre d'intellectuels, c'est qu'il le nie ! Pourquoi un tel aveuglement ? Parce que les solutions préconisées par les idéologues de l'oligarchie pour réduire la population mondiale sont monstrueuses de cruauté, on est au moins d'accord sur ce point, au-delà, parce qu'il ne peut pas envisager que ce déficit ne pourrait pas être réglé de manière juste et humaniste sous un autre régime que le régime capitaliste. Que propose l'auteur de ce document comme solution pratique pour régler ce problème ? Absolument aucune !

Vous voyez où conduit la soumission au capitalisme, le refus d'adopter le socialisme. Voilà qui devrait faire réfléchir nos chers lecteurs. A suivre.

[De nouveaux développements confirment la tendance de l'oligarchie \(monarchie\) figurant dans ce document.](#)

- Le fonds souverain norvégien prend ses distances avec les industries polluantes - huffingtonpost.fr 12.06

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde avec plus de 1.000 milliards de dollars d'actifs, va devenir sensiblement plus vert en se désengageant davantage, mais pas totalement, des énergies fossiles, a décidé mercredi 12 juin le Parlement norvégien.

Le fonds va probablement devoir se désinvestir de géants miniers fortement présents dans le charbon comme le suisse Glencore, l'australien BHP Billiton et l'américain Anglo American, et d'énergéticiens ayant largement recours à cette énergie fossile comme l'allemand RWE et l'italien Enel.

C'est la conséquence d'un vote des députés qui ont adopté, sans surprise, une proposition présentée début avril par le gouvernement de droite en vue de durcir les critères de gestion du fonds. 5,2 milliards d'euros de parts vont devoir être vendues

Celui-ci était jusqu'alors censé se tenir à l'écart des compagnies minières ou producteurs d'énergie dont plus de 30% de l'activité est liée au charbon, mais de gros acteurs du secteur passaient à travers les mailles du filet parce qu'ils disposent d'autres activités importantes.

Désormais, le fonds devra cesser d'investir dans les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou plus de 10.000 MW d'électricité à partir de cette énergie fossile. Selon plusieurs groupes de défense de l'environnement, cette décision devrait l'obliger à vendre ses parts, d'une valeur de près de 5,2 milliards d'euros fin 2018, dans huit entreprises.

"C'est bien de voir que la Norvège se désinvestit de certains des plus gros ennemis de l'Accord de Paris sur le climat", a commenté la cheffe de l'ONG Urgewald, Heffa Schuecking, en regrettant toutefois que cette mesure ne s'applique pas aux entreprises projetant la construction de nouvelles centrales à charbon.

Les députés ont aussi entériné la proposition du gouvernement visant à bannir certaines compagnies pétrolières, celles exclusivement tournées vers l'exploration et la production d'hydrocarbures. Cette mesure devrait toucher des groupes comme l'américain Chesapeake, le chinois CNOOC ou le français Maurel et Prom, mais épargner les majors parce que celles-ci ont généralement d'autres activités, notamment dans les énergies renouvelables.

Elle répond à des considérations strictement financières: plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest, la Norvège cherche à limiter l'exposition de ses finances publiques à un secteur de plus en plus remis en cause, y compris chez les investisseurs, par la lutte contre le changement climatique.

“La grande question économique liée à l'énergie dans la décennie à venir sera la prise d'assaut des bastions de combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelable moins chères à construire et à exploiter, nettement plus propres et aussi beaucoup plus faciles et rapides à déployer”, a noté Mark Lewis, responsable de la recherche sur le changement climatique chez BNP Paribas. huffingtonpost.fr 12.06

La banane, espèce en voie d'extinction - slate.fr 12 juin 2019

A priori, pas de quoi s'inquiéter. Sauf que toutes ces bananes sont en fait une seule et même banane. Elle s'appelle la Cavendish et si cette variété disparaît, ce sont toutes les bananes de notre consommation qui s'en vont avec elle.

La Cavendish n'est pas la seule banane au monde. En tout, il existe plus de 1.000 variétés. Mais celle qu'on importe dans tous les pays occidentaux, c'est elle –et à l'échelle globale, elle représente tout de même près de la moitié de la production. Qu'elle soit bio ou pas, sa composition génétique ne change pas. Pire, puisqu'elle a trois chromosomes, elle ne peut pas s'adapter génétiquement aux modifications de son environnement telles que les épidémies. Autrement dit, si une banane Cavendish a une maladie, toute l'espèce dans les plantations du monde entier se retrouve menacée. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer.

LVOG - Dernier paragraphe de l'article :

- Pour être sauvée, la banane devra dans tous les cas sortir d'une monoculture intensive.

LVOG - En réalité, ce qui risque de disparaître figurait dans le sous-titre de cet article :

- Adeptes de la crêpe Nutella-banane, prenez garde. La banane telle que nous la connaissons est sur le point de disparaître et c'est de notre faute.

LVOG - Qu'est-ce qu'on en a à foutre que vous ne puissiez plus vous goinfrer, franchement ?

Les bananes seront réservées au marché local, au lieu d'être exportées dans le monde entier après avoir subi des traitements chimiques pour ralentir leur maturation, on ne peut que s'en réjouir. Elles sont cueillies vertes ou pas tout à fait mûres, et les traitements qui lui sont infligés servent à la conserver en bonne condition jusqu'au moment où elles finissent sur les étales des vendeurs ou des grandes surfaces, bref, un produit frelaté et souvent sans grande saveur, farineux et bourré de produits chimiques.

Vous mangerez des pommes, des poires, des prunes, des abricots, des fraises, des cerises, des melons, etc. et vous n'en crèverez pas ! Pourquoi aux quatre coins du monde devrait-on pouvoir consommer les fruits ou légumes et bien d'autres marchandises produites ailleurs et qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour atterrir dans notre assiette ?

C'est un truc d'individualiste petit-bourgeois capricieux et obsédé, misérable, qui ne conçoit pas que ses désirs soient contrariés ou ne soient pas satisfaits à tous prix.

J'ai écrit ce passage après avoir coupé il y a trois jours l'unique régime de bananes arrivé à maturité dans le jardin. On l'a entreposé dans la maison en attendant que toutes les bananes soient mûres, car elles ne mûrissent pas toute en même temps. Des petits écureuils (c'est la variété ici) ont déjà bouloté 9 bananes qui étaient mûres, c'est comme cela à chaque fois qu'on s'aperçoit qu'elles sont mûres ! Et puis le régime est situé à 3 mètres de haut...

Non, les bains de foule, c'est mieux !

Les «bains de forêts» aident-ils vraiment à se sentir mieux? - slate.fr

L'écologie politique, c'est l'idéologie du capital.

K. Marx : Le Capital.

C'est pourquoi l'idéologue du capital, l'économiste politique, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu'il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s'accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer ou n'en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit matérielle, soit intellectuelle, est consommation improductive¹². Si l'accumulation du capital occasionne une hausse de salaire qui augmente les dépenses de l'ouvrier sans mettre le capitaliste à même de faire une plus large consommation de forces de travail, le capital additionnel est consommé improductivement¹³. En effet, la consommation du travailleur est improductive pour lui-même; car elle ne reproduit que l'individu nécessaire; elle est productive pour le capitaliste et l'Etat, car elle produit la force créatrice de leur richesse¹⁴.

Au point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, une appartenance du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à repaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste.

Notes.

12 James Mill, l. c., p. 238 et suiv

13 « Si le prix du travail s'élevait si haut, que malgré l'accroissement de capital il fût impossible d'employer plus de travail, je dirais alors que cet accroissement de capital est consommé improductivement. » (Ricardo, l. c., p. 163.)

14 « La seule consommation productive dans le sens propre du mot c'est la consommation ou la destruction de richesse (il veut parler de l'usure des moyens de production) effectuée par le capitaliste en vue de la reproduction... L'ouvrier est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie et pour l'Etat, mais, à vrai dire, il ne l'est pas pour lui-même. » (Malthus, Définitions, etc., p. 30.)

Parole d'internaute

1- "« On ne peut pas résoudre un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » (Einstein)

Nos chères « élites » ont tellement foi dans le capitalisme qu'elles pensent que celui-ci a tous les pouvoirs, même des supers-pouvoirs, par exemple celui de régler les problèmes qu'il a lui-même engendré. « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » (Bossuet : c'est matinée citation, ça fait intelligent).

Les exemples pullulent du fait que pour elles (les « zélites »), il est plus facile d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme. D'ailleurs je finis par me demander si à choisir, elles ne préféreraient que l'humanité disparaisse plutôt qu'elle survive au capitalisme.

Comme elles sont gagnantes dans ce système, je peux comprendre qu'elles le chérissent. Mais si chacun peut avoir la foi en ce qu'il veut, personne ne peut obliger autrui à partager sa foi."

2- "D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek citée dans l'article "The shift project, un lobby éco-capitaliste" de la page 5 du numéro de Juin 2019 du journal la décroissance..."

3- "« D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek »

Je l'avais déjà entendue cette phrase, mais dans la bouche d'une copine. Comme quoi..."

LVOG - Rompre avec le capitalisme, une idée qui fait son chemin, lentement, souterrainement dans la tête des travailleurs... Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Au passage, ce genre de commentaires (blog Les Crises.fr qui n'a rien de révolutionnaire) justifie l'orientation politique que j'ai proposée, et qui malheureusement n'a été soutenue ou qui a été partagé à ce jour par aucun des lecteurs de *La voix de l'Opposition de gauche*, lecteurs qui à mon avis sont rongés par un scepticisme invouable ou inconscient. Vous me direz qu'on le serait à moins en observant l'orientation des partis ouvriers se réclamant du socialisme existant de nos jours qui constitue un puissant facteur de démoralisation ou de découragement...

En famille Pour "une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays" ou "un changement de modèle global" sous l'égide de l'oligarchie.

LVOG - L'écologie politique n'a pas pour objet de rendre la vie des peuples meilleure ou plus supportable, son but est uniquement de favoriser l'instauration d'un régime mondial totalitaire.

M. Le Gendre, LREM - "Nous avons une vision très différente de l'écologie, nous considérons qu'elle doit entraîner une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays. C'est une approche globale",

"Les écologistes d'avant ne regardent que le mot écologique. Nous voulons absolument regarder le mot transition, faire en sorte que cette transformation se fasse. Ce n'est pas tout tout de suite, mais c'est très vite, très profond et surtout très complet", a-t-il ajouté. franceinfo 12.06

Mimétisme.

David Cormand, eurodéputé et secrétaire national d'EELV, jeudi sur franceinfo.

David Cormand - Nicolas Hulot l'avait dit quand il a quitté le gouvernement : l'action écologique qu'il faut mener est incompatible avec le modèle économique global que défend le gouvernement. C'est-à-dire que la vision productiviste libérale de l'économie percute la question du maintien de la vie sur Terre, la question écologique par essence.

Après, encore une fois, il y a besoin d'un changement de modèle global. C'est à ça que l'on travaille. franceinfo 13.06

Rappel à l'ordre des maîtres à leurs zélés disciples, chaque chose en son temps...

- Lecornu: les écologistes oublient la "transition sociale" - AFP 14 juin 2019

Le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu a défendu vendredi une transition écologique à "un rythme raisonnable", car elle s'accompagne d'une "transition sociale"...

"Vous ne ferez pas l'écologie contre les gens en situation de pauvreté, les salariés de la filière diesel, c'est pas vrai, faut pas mentir aux gens", a insisté le ministre. AFP 14 juin 2019

Qui a dit ?

- "Aller expliquer aux gens de voter LFI plutôt que PCF ou les Verts, c'est vachement compliqué".

Réponse : François Ruffin sur Europe 1 (AFP 14 juin 2019)

LVOG - De quels gens parle-t-il ? A qui s'adresse-t-il sachant que 98% n'iront pas voter PCF et 90% ou plus n'iront pas voter Verts ?

L'écoterrorisme, "ça fait un peu peur" ! Le formatage des esprits au totalitarisme commence dès l'école.

- Climat : les enfants du Maine-et-Loire se projettent dans 50 ans - Le Parisien 14 juin 2019

« Ce film nous oblige à nous imaginer dans cinquante ans, ça fait un peu peur », ajoute d'une voix timide Louise, 10 ans, tout de bleu vêtue.

Selon Elisabeth Csajaghy, professeure des écoles, l'expérience est très concrète : « Nous avons reçu à l'école des scientifiques qui nous ont informés sur notre consommation énergétique. Nous avons aussi visité un centre de tri de déchets d'ordures ménagères avant de travailler sur le scénario. » Le Parisien 14 juin 2019

Et le matraquage, le harcèlement est quotidien.

- L'homophobie est désormais un crime au Brésil - L'Express.fr

Les actes d'homophobie sont temporairement considérés comme équivalents aux actes de racisme, et peuvent donc être punis d'un à trois ans de prison, ou d'amendes. L'Express.fr

- A Rennes, un chant féministe pendant un match de Coupe du monde - euronews

" Levons-nous femmes esclaves. Et brisons nos entraves. Debout, debout, debout ! ". L'Hymne des femmes , chanson créée en mars 1971 par les militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF)... euronews

- Aurélie Jean - Vous voulez changer le monde ? Allez donc à l'école ! - LePoint.fr 13.06

Greta Thunberg arrête l'école pour se consacrer à son combat écologique. Un caprice à l'heure où près d'un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation. LePoint.fr 13.06

LVOG - Elle aura un précepteur comme chez les gosses d'aristocrates sous l'Ancien Régime

Acte II du national-socialisme En Marche.

- **Macron veut un acte II plus "humain" - Le HuffPost 14.06**

Place aux questions sociales et environnementales. Le chef de l'Etat promet ainsi plus "d'humanité" et de "proximité" pour la deuxième moitié de son quinquennat.

L'entretien s'est finalement terminé sur une note plus détendue, lorsque le journaliste s'est mis à questionner Emmanuel Macron sur son film préféré d'Audiard et le président de citer notamment: "On peut prétendre à l'audace sans connerie".

« Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Quand Emmanuel Macron , en fin d'interview, revendique son amour d'Audiard, « qui ne cède rien au politiquement correct ou au conformisme ». Le HuffPost 14.06

LVOG - La connerie, c'est parfois un luxe qu'il confond avec l'audace !

Acte II du national-socialisme En marche. (suite)

Hitler avait déclaré la guerre à l'aristocratie financière qui avait financé et favorisé la montée du nazisme, Hollande dont elle avait fait son candidat allait affirmer que la finance était son ennemi, et Macron qui en est le produit achevé se pose en pourfendeur du capitalisme "devenu fou" : C'est la même méthode, la même idéologie, celle de l'extrême droite avançant masquée pour le compte de l'oligarchie financière internationale.

- Emmanuel Macron dénonce les « dérives d'un capitalisme devenu fou » - Le Parisien 12 juin 2019

Emmanuel Macron a dénoncé mardi devant l'Organisation internationale du travail à Genève les dérives d'un « capitalisme devenu fou » au sein d'organisations comme le FMI ou l'OMC, qui privilégient les ajustements économiques aux droits sociaux.

Plus globalement, il a réclamé le retour à une « économie sociale de marché où chacun trouve sa part », au lieu d'une « captation des richesses par quelques-uns ». Sinon « on nourrit les extrêmes », a-t-il expliqué, comme l'an dernier au Forum de Davos.

« Quelque chose ne fonctionne plus dans ce capitalisme qui profite de plus en plus à quelques-uns. Je ne veux plus que nous considérions que le sujet d'ajustement économique et de la dette prévaut sur les droits sociaux », a lancé Macron.

« Quand le peuple ne trouve plus sa part de progrès », il peut être « attiré par l'autoritarisme, qui dit : la démocratie ne vous protège plus contre les inégalités de ce capitalisme devenu fou. Nous allons faire des murs, des frontières, sortir de ce multilatéralisme, il est mou. »

« On ne peut pas défendre ce que je dis à l'OIT et dire ensuite au FMI ou autour de la table du Conseil européen : vous allez vous ajuster face à la crise financière et réduire vos droits sociaux. Ça doit être terminé », a-t-il insisté, plaidant la cohérence.

« Ou dire à l'OMC : c'est formidable le commerce, il faut négocier des accords avec tout le monde, quelle que soit leur sensibilité sociale et environnementale. Et vive le dumping, ça ira mieux, ça enrichit tout le monde », a-t-il ajouté, se défendant de tenir un discours « crypo-marxiste » à l'OIT et libéral en France.

Le chef de l'Etat a souhaité que le G7 organisé fin août à Biarritz appelle tous les pays à se doter d'ici 2030 d'un système de protection sociale pour tous. Il a aussi appelé à un « ordre public social » incluant un salaire minimum, comme la France le défend au niveau européen, et la création d'un « fonds à impact social et environnemental ». « La crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation des démocraties », a-t-il averti. Le Parisien 12 juin 2019

En Marche vers le totalitarisme avec le parti unique ou de l'extrême centre à l'extrême droite "peu importe la provenance de vos idées".

- "Quelque chose de totalitaire": les socialistes accusent Marlène Schiappa de vouloir un parti unique - RT 9 juin 2019

Le 8 juin, dans une tribune parue dans le Journal du dimanche, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa, ainsi que les députés La République en marche (LREM) Laurent Saint-Martin et Olivia Grégoire, ont appelé les députés issus de divers bords politiques à faire « passer leur pays avant leur parti ». Pour les trois signataires, la défaite des partis de gauche et de droite traditionnels lors des récentes élections européennes, témoigne du désir des Français de recomposition du paysage politique.

«Le traditionnel clivage gauche-droite doit être dépassé pour une majorité de nos concitoyens, et cela ne date ni des européennes ni de la dernière présidentielle. Voilà des années que déçus et délaissés de la politique se prononcent en faveur de l'abstention ou des partis extrêmes», déclarent-ils. Et d'ajouter : «Si affirmer simplement "nous sommes de droite" avait encore un sens, alors François-Xavier Bellamy aurait

gagné les élections européennes. Si déclarer "nous sommes de gauche" suffisait à convaincre les électeurs de gauche, alors Raphaël Glucksmann aurait largement dépassé les 20%.»

«Etes-vous prêts à porter et défendre des idées, peu importe leur provenance, au service des Français ? Si oui, alors venez marcher avec nous. Nous ne serons pas d'accord sur tout?: c'est ce qui fait (encore) la beauté du débat d'idées. Mais nous serons rassemblés sur une destination», concluent-ils. RT 9 juin 2019

Le parti unique, il est déjà en place.

- Philippe obtient avec 363 voix une large confiance de l'Assemblée - AFP
- Banlieues: critiqué il y a un an, le gouvernement défend son bilan - AFP
- Discours de politique générale : «Sur l'écologie, une progression notable», note Matthieu Orphelin - Le Parisien
- Retraites : Olivier Faure "pas hostile par principe" à un système universel par points - Franceinfo
- Belloubet veut un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans - AFP

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé jeudi sa volonté d'établir un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans, un "progrès" salué par les syndicats de magistrats... AFP

- Mali : trois civils tués par un tir de l'armée française sur un véhicule jugé suspect - Le Parisien

Trois civils tués au Mali. L'Armée française fait état ce mercredi d'un incident mortel dans le cadre de l'opération Barkhane. Le Parisien

LVOG - A bas l'occupation du Mali par l'impérialisme français !

Et ils comptent bien y rester (en place).

- Macron, cap sur la présidentielle de 2022 - Le Parisien 11 juin 2019

Un second mandat en 2022 ? Y penser toujours, n'en parler jamais ! Dès la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a conçu son action sur dix ans. Deux quinquennats, donc. (Le Parisien s'en réjouit déjà ! - LVOG)

Un cadre haut placé de la macronie regrette de voir les partis traditionnels, comme LR et le PS, si affaiblis : « J'aimerais autant qu'il y ait des amortisseurs entre nous et le RN... ». « La démocratie, c'est la circulation du pouvoir. Un jour, nous perdrons les élections. N'accréditons pas nous-mêmes l'idée que la seule alternative, ce serait le RN. Ce serait dangereux, déplore aussi le député LREM Hugues Renson. Il est important que d'autres formations politiques existent ! Soyons vigilants. » Le Parisien 11 juin 2019 LVOG - Encore faudrait-il que leurs dirigeants partagent votre idéologie, hors cela prend du temps pour les former et les sélectionner, écarter les brebis galeuses ou détecter ceux qui ne sont pas fiables ou loyaux et les éliminer...

Le recrutement ou la sélection est en cours...

- Qui sont les 72 élus de droite et du centre qui ont signé la tribune en soutien au gouvernement ? - Franceinfo 10.06
- La présidente du groupe Les Républicains à la mairie de Paris quitte le parti - Franceinfo 10.06

Et rejoint LREM.

Les déchets sont inévitables et poussés vers la sortie..

- La députée Sandrine Josso quitte LREM pour être « en accord avec ses valeurs » - Le Parisien 11 juin 2019

Il y a quatre jours, Aina Kuric, élue de la Marne, avait justifié de la même manière son départ du parti LREM, partageant sa « honte » et sa « déception ». Elle est toutefois restée apparentée au groupe parlementaire LREM.

La députée Sandrine Josso, qui, elle, quitte à la fois le mouvement et le groupe LREM de l'Assemblée, siègera désormais au groupe « Libertés et Territoires ».

Ce n'est pas la première élue macroniste à rejoindre ce groupe, regroupant pêle-mêle des députées corses, centristes ou de gauche. On y trouve en effet François-Michel Lambert et Paul Molac, jamais inscrits chez LREM, mais aussi les démissionnaires Jean-Michel Clément et M'jid El Guerrab. Ce dernier avait dû quitter le groupe et parti présidentiel après sa violente altercation avec un élu socialiste dans les rues de Paris.

Frédérique Dumas, issue du groupe UDI-Agir, a également rejoint Libertés et Territoires ce mardi. Ce groupe créé en octobre 2018 et qui se revendique indépendant, passe donc de 16 à 18 membres. Le Parisien 11 juin 2019

D'autres font du zèle. Déshumanisation et désocialisation En Marche.

- "C'est elle ou nous" : deux députés menacent de quitter LREM si le parti n'exclut pas Agnès Thill après ses propos sur la PMA - francetvinfo.fr 10.06

Agnès Thill explique (notamment) que la loi bioéthique, qui prévoit l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, "restera dans l'histoire comme celle qui aura évincé les pères de la naissance et de l'éducation des enfants".

Raphaël Gérard et Laurence Vanceunebrock-Mialon, et de l'Allier :

Raphaël Gérard, députés LREM de Charente-Maritime : Sous couvert de naïveté, elle dit des choses absolument terribles. Si vous décryptez bien, elle sous-entend que le modèle hétérosexuel est supérieur à tous les autres, qu'il y aurait une minorité (les personnes LGBT) qui chercherait à imposer un mode de vie...

Notre position n'est plus tenable, on ne peut pas continuer comme ça. La ligne rouge a déjà été franchie depuis longtemps. Si on n'est pas capables de l'exclure, c'est nous qui prendrons la porte. francetvinfo.fr 10.06

Et dire que l'extrême gauche partage la même idéologie que LREM !

Fabrication du consentement et numéro d'équilibrisme.

Un Français sur deux approuve les mesures annoncées par Édouard Philippe - L'Express.fr 14.06

Seule la création d'un "âge d'équilibre pour les retraites", qui instaure une décote sur les pensions de retraite avant 64 ans, a été mal reçue (66% de mécontents).

Un discours très peu suivi

Les nouvelles ne sont pourtant pas toutes bonnes pour le gouvernement. Outre les sympathisants de LREM (96%), seuls ceux des Républicains ont répondu positivement au discours du Premier ministre (56%).

Surtout, l'intervention d'Édouard Philippe a été très peu regardée : un Français sur cinq seulement l'a suivie, même indirectement, et seulement un sur deux (54%) en a au moins vaguement entendu parler. Ce qui laisse près d'un Français sur deux (46%) n'ayant absolument pas entendu parler de ce discours et de son contenu - le niveau d'exposition le plus bas pour une intervention de l'exécutif jamais enregistré par Odoxa. L'Express.fr 14.06

LVOG - Vivre pour travailler jusqu'à en crever !

Retraites : "Tout le monde devra travailler un peu plus", affirme Sibeth Ndiaye - Franceinfo 13.06

L'âge pivot ne fait pas consensus ? "Il y a encore des discussions, mais ce que l'on constate aujourd'hui c'est que les Français ont un âge légal pour partir à la retraite, qui est de 62 ans, mais la plupart d'entre eux partent à 63 ans, 63 ans et demi. Aujourd'hui c'est important d'avoir une baisse de référence, mais il faut aussi comprendre que tout le monde devra travailler un peu plus pour une bonne raison, parce que l'on vit un peu plus longtemps", indique la porte-parole du gouvernement. Franceinfo 13.06

LVOG - Je vous ai épargné la déclaration de Martinez (CGT), contrairement au POID, vous aurez deviné pourquoi, n'est-ce pas ? On ne sert pas la soupe à cette pourriture.

Au fait, cette décote scélérate, elle existe déjà, j'ai vu ma retraite (générale) amputée de 37% pour être réduite à 242, 97 euros, alors que j'ai cotisé 20 ou 21 annuités, la moitié de ce qui est requis pour percevoir une retraite à taux plein, et cela ne vous a pas empêché monsieur Martinez (et ses prédécesseurs et collègues des autres syndicats) de continuer à arpenter les allées du pouvoir, vous n'en avez rien à foutre des retraités ou des travailleurs en général, n'est-ce pas ?

Avec leur calcul pourri, si j'avais cotisé 42 annuités j'aurais eu une retraite entre 666 et 800 euros, attention, en continuant de bosser jusqu'à au moins 70 ans ! Comme quoi j'ai eu raison de diviser par deux et de prendre ma retraite à 35 ans en Inde ! L'art de la politique, c'est prévoir, de survivre aussi !

Stratégie du chaos, destabilisation des Etats. Manipulation des consciences, intoxications et provocations.

Chine

La peur de l'extradition vers la Chine plonge Hong Kong dans des violences sans précédent - AFP 13 juin 2019

Les affrontements faisaient écho à l'immense "Mouvement des parapluies" en faveur de la démocratie de l'automne 2014...

LVOG - Qui pilotait ce "*Mouvement des parapluies*" ? Réponse : la NED/CIA (lire la causerie de 2014)

Qui a pris la défense de ces manifestations ? De grands humanistes forcément :

- Trump qui a dit mercredi espérer que les manifestants soient "capables de trouver une solution avec la Chine"...

- Jeremy Hunt, le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé Hong Kong à "écouter les inquiétudes" de ses citoyens.

- L'Union européenne en a rajouté une couche en appelant au "respect" des droits des protestataires, tout en soulignant "partager plusieurs" de leurs inquiétudes.

- Amnesty Internationale qui en a profité pour se livrer à une manipulation en affirmant que la police "a profité des actes violents d'une petite minorité pour en tirer prétexte et recourir à un usage excessif de la force contre la vaste majorité des manifestants pacifiques".

- Hong Kong est ébranlé par les pires violences politiques depuis sa rétrocession à la Chine - AFP 13 juin 2019

- La police usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène contre les manifestants... AFP 13 juin 2019

LVOG - Que dire de la France de Macron (après Hollande) avec les LBD, GMD et Cie. ? La répression, où en France, cela n'existe ni pour Macron ni pour son Agence Française de propagande...

- 40 000 nouvelles grenades à main pour les forces de sécurité intérieure - RT 12 juin 2019 Le ministère de l'Intérieur étoffe l'équipement de ses effectifs de police et de gendarmerie en attribuant à l'entreprise Alsetex, le 2 mai, l'appel d'offres appelant à livrer pour ses forces intérieures 40 000 nouvelles grenades à main à effet assourdissant (GMD) utilisées en matière de maintien de l'ordre.

Cet appel d'offres pesant 1,84 million d'euros et lancé le 25 août 2018 était antérieur aux polémiques liées à cette arme qui a occasionné de graves blessures au cours des opérations de maintien de l'ordre, lors de la crise sociale des Gilets jaunes. Toutefois, comme le relève le site d'investigation indépendant Bastamag, la commande de cette arme classée «matériel de guerre de catégorie A2» tombe très mal, après des dizaines de cas de blessures graves, voire de mutilations, impliquant l'usage de ces grenades.

Par ailleurs, depuis le début de cette crise sociale, le ministère de l'Intérieur a enregistré 4 952 jets de GMD. En 2016, Beauvau n'en avait comptabilisé que 866 pour toute l'année.

Déjà, au mois de décembre 2018, une polémique avait éclaté lorsque le ministère de l'Intérieur avait passé commande de plus de 1 000 lanceurs de balle de défense (LBD) pour la gendarmerie, et la police nationale alors que l'arme avait été impliquée dans des cas d'éborgnements en marge de manifestations des Gilets jaunes. RT 12 juin 2019

Pour la cheffe de l'IGPN, il n'y a pas eu de «violences policières» - Sputnik 14.06

Dans une interview accordée au Parisien, Brigitte Jullien, la cheffe de la «police des polices», l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), a commenté les enquêtes ouvertes depuis le début du mouvement des Gilets jaunes et visant des membres des forces de l'ordre. Elle a «totalement» réfuté le terme de «violences policières».

«Je réfute totalement le terme de violences policières. Il y a eu des blessures commises à l'occasion de manifestations durant lesquelles la police a fait usage de la force. Notre travail est de chercher à savoir si cet usage était légitime et proportionné», a-t-elle précisé. Sputnik 14.06

Russie

- La marche en soutien au journaliste Golounov réprimée par la police à Moscou - AFP 13 juin 2019

Au lendemain de la libération surprise du journaliste russe Ivan Golounov...

LVOG - Qui a pris la défense de cette manifestation ? Les mêmes que pour la Chine, normal.

- Le Conseil de l'Europe a appelé à respecter "le droit de réunion".

- Amnesty International a dénoncé le "mépris" des autorités russes pour "la solidarité et les droits", exigeant la "libération immédiate et sans conditions" des personnes interpellées...

- Reporters sans frontières (RSF) AFP 13 juin 2019

- L'AFP a "oublié" de préciser que cette manifestation était interdite (Source : RT 12 juin 2019)

LVOG - Un coup tordu monté de toutes pièces contre Poutine ?

Les autorités ont fait savoir que deux hauts responsables de la police avaient d'ores et déjà été limogés. La justice russe est désormais chargée d'évaluer «la légalité des actions des policiers qui ont interpellé» Ivan Golounov. RT 12 juin 2019

Et l'intox de l'Otan/CIA fonctionne à fond, la preuve, il y en a qui la soutiennent.

latribunedestravailleurs.fr (POID)

- 12 juin 2019 – A Hong Kong, des milliers de manifestants se sont à nouveau réunis aux abords du Parlement rejetant une loi du gouvernement pro Pékin visant à faciliter les extraditions vers la Chine continentale. Des barricades ont été érigées afin de bloquer le trafic routier. L'examen du texte est ajourné.

11 juin 2019 – En Russie, un journaliste indépendant, Ivan Golounov, accusé de trafic de drogue, a été disculpé après une mobilisation « historique ». Partie des rédactions des journaux moscovites, la mobilisation s'est vite répandue avec par exemple des centaines de personnes qui faisaient la queue depuis vendredi pour manifester, seules, devant le siège de la police. L'association Reporters sans frontières (RSF) a salué une « mobilisation historique de la société civile (...) Désormais, ceux qui ont essayé de monter ce coup contre lui doivent être jugés. Nous restons mobilisés pour les autres journalistes détenus en Russie ».

Et ce n'est pas tout. Quand le POID fait dans le social-patriotisme.

Daniel Gluckstein dans son éditorial du 12 juin 2019 intitulé *L'indépendance de classe : un enjeu*, consacré à la défense du statut privilégié de l'aristocratie ouvrière (CAC 40) et des fonctionnaires, il va regretter que les entreprises du CAC 40 qui réalise plus de profits et suppriment des emplois.

Daniel Gluckstein - Dans une note intitulée « Nouveau record pour les dividendes » (4 juin), le pôle économique de la CGT nous apprend qu'en 2018 les actionnaires du CAC 40 ont touché 51 milliards d'euros de dividendes, 10 % de plus que l'année précédente. Cette progression des dividendes, à défaut d'être juste socialement, est-elle au moins « un indice du renouveau industriel français » ? interroge la note. Réponse négative : entre 2010 et 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires des dividendes en augmentation de 44 % et supprimé 20 % de leurs effectifs en France ! Ainsi, des centaines de milliers d'emplois sont sacrifiés (et des milliards d'euros de ce fait soustraits à la Sécurité sociale et à l'impôt en France) pour permettre à ces groupes d'augmenter leurs effectifs « dans des pays où la protection des salariés est réduite à son minimum » et ainsi de rétribuer encore plus grassement actionnaires et spéculateurs !

Indiscutablement, la CGT est dans son rôle en publiant des chiffres qui sont autant d'accusations contre le système capitaliste. Fin de l'extrait.

LVOG - Décidément, quels anticapitalistes ces dirigeants de la CGT ! Voyons plutôt de quoi il s'agit.

Les Echos - 72 %. C'est la part du chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 réalisée hors de France.

La croissance des sociétés de l'indice phare entre 2008 et 2011 provient ainsi pour la quasi-totalité (86 %) de la progression de leur chiffre d'affaires hors de nos frontières.

Certaines sociétés se sont distinguées ces dernières années : en particulier, quatre entreprises de l'indice phare ont vu leur chiffre d'affaires à l'étranger augmenter de plus de 30 %, depuis 2008, souligne Ernst & Young. En tête, Safran (avec une hausse de 146 %)... BNP Paribas (+ 70 %), LVMH (+ 41 %) et Danone (+ 32 %) arrivent derrière le groupe d'aéronautique et défense. (Source : Les Echos 23/12/12)

lerevenu.com - Les entreprises du CAC 40, réalisent 57% de leurs ventes en Europe (dont la France), 15% aux États-Unis, 23% dans les pays émergents (dont 2% en Chine) et 5% dans le reste du monde.

Parmi les sociétés françaises de l'indice Stoxx 600, Accorhotels réalise 72% de son activité hors France, Air France-KLM 68%, Alstom 81%, Arkema 92%, Atos 82%, Axa 78%, Bic 92%, BNP Paribas 67%, Capgemini 80%, Danone 90%, Dassault Systèmes 84%, Faurecia 85%, Hermès International 86%, Imerys 83%, JC Decaux 81%, Lagardère 70%, L'Oréal 90%, LVMH 90%, Michelin 91%.

Pour Pernod Ricard c'est 93% de ses ventes hors France, Peugeot 75%, Plastic Omnium 90%, Rémy Cointreau 98%, Renault 77%, Rexel 81%, Safran 79%, Saint-Gobain 75%, Sanofi 93%, Schneider Electric 93%, Scor 97%, Sodexo 85%, STMicroelectronics 98%, Suez 64%, Thales 76%, Total 78%, Valeo 92%, Veolia 71%. (Source : lerevenu.com 14/11/2017)

multinationales.org - Au 31 décembre 2017, les groupes du CAC40 avaient plus de 5 millions de salariés dans le monde entier. Que pèse exactement la France dans leur effectif ? Sept firmes de l'indice boursier ne publient pas de chiffres précis à ce sujet. Pour les autres, la proportion de salariés français dans l'effectif mondial à la fin de l'année dernière était de 26%. Un chiffre en nette baisse, puisque cette proportion était encore de 35% en 2010. Cette baisse n'est pas liée à une réduction d'activité, bien au contraire. Entre 2010 et 2017, le chiffre d'affaires cumulé des groupes du CAC40 (composition actuelle) a augmenté de 10%. Et leur effectif mondial a augmenté de 2,44%. Pourtant, leur effectif en France - pour les groupes qui publient ces chiffres - a baissé de près de 20% (ou de « seulement » 15,6% si l'on enlève Engie et Kering, qui ont connu des cessions ou changements de périmètre particulièrement importants).

Seules neuf entreprises du CAC sur quarante ont vu leur effectif en France augmenter sur la période.

Le phénomène paraît particulièrement accentué dans le secteur de l'industrie. Renault a vu son chiffre d'affaires augmenter de 51% entre 2010 et 2017, son effectif mondial de 48%, mais son effectif français baisser de 12%. Même constat chez Michelin qui a vu son chiffre d'affaires croître de 22%, mais son effectif en France décroître dans les mêmes proportions (avec un effectif mondial en légère augmentation). Danone a vu son chiffre d'affaires augmenter de 45% sur la période, avec un effectif mondial en légère hausse de 3,8%, mais son effectif en France a baissé de 9%.

D'après les chiffres disponibles, seules sept entreprises du CAC40 ont vu leur effectif français évoluer plus favorablement que leur effectif global entre 2010 et 2017. Dans quatre de ces cas, l'effectif a seulement baissé moins rapidement en France qu'au niveau global ; dans les trois autres cas (Axa, Pernod et Société générale) il est en augmentation modeste. Il n'y a que trois groupes (Société générale, ST et Vivendi) dont l'effectif en France ait évolué plus favorablement entre 2010 et 2017 que leur chiffre d'affaires, lequel a baissé dans les trois cas. (...)

En ce qui concerne les données financières cette fois, la situation est beaucoup plus nébuleuse. (...)

En ce qui concerne la localisation – beaucoup plus sensible – des bénéfices et des impôts versés, les données sont encore plus rares et encore plus à prendre avec des pincettes.

Sur les 30 firmes du CAC40 qui donnent des détails à ce sujet, une petite dizaine affiche une part du chiffre d'affaires en France inférieure à 10%. Cette part descend à 1,5% dans le cas de STMicro, 3,8% pour Solvay, et entre 6,6 et 6,8% pour Sanofi, Schneider Electric et LafargeHolcim. À l'autre extrémité, on trouve les entreprises du BTP et de l'immobilier : Bouygues (63,8%), Vinci (58,8%), Unibail (55,2%). Réalisent également une part significative de leur chiffre d'affaires en France certaines banques (Crédit agricole, Société générale) ainsi que Carrefour et Orange.

Parmi le tout petit nombre de firmes qui déclarent la part de leurs bénéfices en France, Orange est la seule où celle-ci (69%) est supérieure à la fois à la part de la France dans le chiffre d'affaires (43,9%) et dans l'effectif (39,3%). (Source : multinationales.org 20 juin 2018)

LVOG - Faut-il encore commenter ?

Il est clair que plus une entreprise réalise son chiffre d'affaires dans un pays hors de France, plus elle a intérêt à y délocaliser son activité ou à produire sur place les marchandises destinées au marché local, au lieu de payer des frais de transport inutiles et onéreux à la fois en matières premières vers ses unités de

production, puis expédier les produits finis vers le marché destinataire qui peut être à des milliers de kilomètres, c'est logique ou dans l'ordre des choses de la mondialisation.

Le capitalisme est le capitalisme, dès lors, soit on l'affronte ou on veut le faire passer pour autre chose en faisant naître des illusions dans la tête des travailleurs, à ma connaissance, ce n'est pas le meilleur moyen de le combattre et de gagner des militants au socialisme, non ?

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi les marchandises consommées dans un pays devraient être fabriquées dans un autre pays, pourquoi dans ce cas précis la production et ce qui en découle en terme d'emplois, devrait être réservé à certains pays au détriment de ceux auxquels cette production est destinée, ce qui signifie que certains pays auraient le droit de produire et d'accaparer le marché du travail, tandis que d'autres seraient tout juste bons à consommer, ce qui est le meilleur moyen de les maintenir sous la dépendance des pays capitalistes économiquement les plus développés ou de les empêcher de se développer tout court. C'est la logique du colonialisme pratiqué par l'impérialisme que nous combattons ou que nous devrions combattre, puisque apparemment nous ne sommes pas tous d'accord.

Alors quelle position adoptée face à ce phénomène implacable qui devrait s'amplifier ?

Certainement pas celle qui consiste à s'opposer à toute réduction d'emplois ou fermeture d'unités de production des entreprises du CAC 40 ou exportatrices en expliquant que c'est pas beau ou injuste, d'une part parce que cela ne servirait à rien, ces emplois seraient de toutes manières supprimés ou ces unités de production fermées que les travailleurs se mobilisent ou non, leur faire croire le contraire est criminel, d'autre part parce que les travailleurs qui bénéficieraient de ces créations d'emplois ou de l'ouverture de nouvelles usines s'en réjouiraient, même si c'est au détriment de leurs collègues situés parfois à l'autre bout de la terre, sauf à vouloir les opposer les uns aux autres ou estimer que les uns auraient des droits supérieurs aux autres.

Il est donc préférable de s'y opposer en expliquant aux travailleurs visés par ces suppressions d'emplois qu'ils sont victimes du développement du capitalisme, et que c'est le capitalisme lui-même qu'ils doivent condamner ou avec lequel ils doivent rompre pour les gagner au socialisme, que c'est la seule voie pour en finir avec le chômage qui guette un jour ou l'autre n'importe quel travailleur du secteur privé ou marchand, car seul un Etat ou un gouvernement ouvrier ne les abandonnerait jamais au triste sort que leur réserve le capitalisme et son Etat, en cas de suppression d'emplois ou de fermeture d'usines auxquelles il ne s'opposerait pas forcément si elles étaient justifiées, il leur allouerait une allocation équivalente à leur revenu en attendant qu'ils retrouvent un emploi équivalent à celui qu'ils occupaient antérieurement ou il leur procurerait un autre emploi à leur convenance. Il en irait de même des métiers ou des emplois inutiles ou parasites qui disparaîtraient, dans le secteur bancaire, des assurances, de la publicité, de l'armée, la police, etc.

La logique de Gluckstein conduit à un affrontement non pas avec le capitalisme, mais à dresser les travailleurs du monde entier les uns contre les autres, en cela il rend un fier service aux capitalistes, dès lors que leurs intérêts ne peuvent qu'apparaître opposés dans le cadre du capitalisme, au lieu de les situer au-delà du capitalisme dans la perspective du socialisme. Quand on a abandonné cet objectif, on tombe fatalement dans l'opportunisme.

En complément à la propagande de l'Otan.

- Une pétition de 80 000 soutiens pour Pia Klemp, l'activiste allemande poursuivie en Italie pour avoir aidé des migrants en mer - Franceinfo 12.06

La capitaine de navires de sauvetage est accusée d'avoir secouru illégalement des migrants en mer Méditerranée, de 2016 à 2017.

Ils osent tout.

- Kosovo: Clinton en invité d'honneur pour fêter "vingt ans de liberté" - AFP 12 juin 2019

Le Kosovo a invité l'ancien président américain pour fêter mercredi le 20e anniversaire de l'intervention de l'Otan, qui avait de facto mis un terme à la tutelle de Belgrade sur son ancienne province méridionale. AFP 12 juin 2019

- Soudan: Emissaire américain pour inciter au dialogue entre militaires et contestataires - AFP 10.06

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôpital: les syndicats tentent d'étendre la grève - AFP 11 juin 2019

Encouragés par la colère des services d'urgence qui dure depuis trois mois et a poussé Agnès Buzyn à de premières concessions la semaine dernière, des personnels hospitaliers se sont mobilisés mardi, jour du vote de la loi Santé au Sénat.

A Paris, en fin de matinée, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le ministère, dont une majorité de militants CGT, FO et SUD, a constaté une journaliste de l'AFP. Les syndicats avaient appelé à cette journée de mobilisation pour "élever le rapport de force" face à la ministre de la Santé.

A leurs côtés se trouvaient des membres du collectif Inter-Urgences, à l'origine du mouvement parti de la capitale mi-mars et qui n'a cessé de s'étendre depuis, avec selon le collectif 95 services d'urgences en grève dimanche.

Reçus à Paris par le directeur adjoint de cabinet de Mme Buzyn, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception. "Nous ne sommes pas entendus, il va falloir nous montrer plus agressifs, plus virulents", a affirmé l'urgentiste Christophe Prudhomme, de la CGT-Santé.

"Le mouvement de grève est illimité, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut on n'arrêtera pas", a ajouté Candice Laparge du collectif Inter-Urgences.

Mme Buzyn avait déjà tenté jeudi dernier, alors que plus de 200 urgentistes manifestaient à Paris, de désamorcer la crise en promettant une "stratégie d'ensemble" mêlant primes pour les personnels, crédits pour les travaux nécessaires et commande d'un rapport pour l'automne.

Des mesures qu'elle a rappelées mardi mais qui ont été jugées "insuffisantes" par le collectif Inter-Urgences et les syndicats.

Plusieurs actions ont également eu lieu en régions.

Les urgentistes du centre hospitalier de Valence (Drôme) ont débrayé pendant cinq minutes. "On ne retrouve plus l'essence du métier qui était de prendre soin, prendre le temps", s'est désolée Mélanie Chambre, infirmière ici depuis 7 ans.

Ils étaient plusieurs dizaines (soignants, techniciens, agents administratifs...) à se réunir à Lille devant l'agence régionale de santé. "Les urgences vont très mal, les secteurs gériatrique et psychiatrique souffrent, les personnels n'en peuvent plus", a fait valoir Christophe Zauwers, militant CGT et agent de l'hôpital de Denain (Nord).

A Nice, pour la première fois depuis l'annulation de nombreuses opérations en septembre au CHU (environ 8.000 salariés), le doyen de la faculté de médecine Patrick Baqué est sorti du rang pour se joindre au personnel mobilisé devant l'hôpital.

"Il n'y a pas d'écoute, pas de dialogue", a-t-il affirmé, déplorant "une gestion autoritaire voire autoritariste de l'hôpital qui aboutit à un sentiment d'abandon et d'humiliation de plusieurs catégories de personnel".

La ministre de la Santé a de son côté défendu son action, qui "ne peu(t) pas se réduire à ce (qu'elle a) annoncé la semaine dernière", a-t-elle affirmé à Libération.

"Les urgences payent lourdement tous les problèmes d'organisation" et "il n'y a pas de mesures miracles qui permettraient d'éteindre le feu rapidement", a-t-elle ajouté.

Mme Buzyn a assuré que son projet de loi Santé visait notamment à "améliorer l'accueil en ville en amont" et à "ne pas laisser les urgences seules faire face à l'afflux de patients" dans les établissements.

Le texte, adopté fin mars par les députés, a été adopté en première lecture mardi par le Sénat.

Sur le terrain, cette réforme semble bien éloignée des préoccupations immédiates. "J'ai vu l'hôpital se dégrader parfois, mais là c'est la dégringolade", raconte Andrée, aide-soignante depuis 38 ans à Gien (Loiret).

Ces deux dernières semaines, le mouvement de grève a franchi un palier avec la recrudescence d'arrêts de travail pour échapper aux assignations: à Lons-le-Saunier, puis à Paris (Saint-Antoine, Lariboisière), des médecins et des infirmiers se sont faits porter pâles, poussant les autorités sanitaires à recourir aux réquisitions ou au volontariat des autres soignants.

Pour contenir cette poussée de fièvre, le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, a promis "des réponses fortes", à commencer par une hausse des effectifs de ses services d'urgence "parallèlement au nombre de patients", et ce "maintenant, en 2019".

Ces renforts se feront via "des embauches supplémentaires, on ne les prend(ra) pas dans certains hôpitaux", a-t-il affirmé sur France Info. Rappelant sur BFMTV qu'il s'agissait "d'une centaine de postes qu'on a proposé de rajouter aux urgences", il a insisté sur le fait que la direction de l'AP-HP "s'engage dans la durée, dès maintenant et pour les années qui viennent".

ECONOMIE

Russie

- Pourquoi l'accord entre l'opérateur russe MTS et Huawei effraie les USA - sputniknews.com 14.06

Washington considère la compagnie Huawei comme une menace à la sécurité nationale des USA, et l'accord entre le géant chinois et l'opérateur russe MTS pour le développement de la technologie 5G inquiète sérieusement les experts américains. «Huawei permettra à la Russie de devancer l'Amérique», met en garde la chaîne CNN.

L'accord de développement des technologies 5G en Russie a été signé par Huawei et MTS à la veille du Forum économique international de Saint-Pétersbourg 2019. La cérémonie officielle s'est déroulée au Kremlin en présence des chefs d'État Vladimir Poutine et Xi Jinping.

L'opérateur russe a fait part de son intention d'investir en cinq ans plus de 20 milliards de roubles, soit près de 273 millions d'euros, dans les réseaux de 5e génération. MTS et le gouvernement russe ont signé un accord sur la mise en place de la 5G à Moscou, prévoyant des essais de cette technologie au Centre des expositions VDNKh dans les mois à venir. Le lancement des réseaux commerciaux est prévu pour 2022.

Les experts ont déjà déclaré que l'accord entre Huawei et MTS était une preuve de grande confiance mutuelle entre Pékin et Moscou. Pendant que les analystes tentent de deviner comment la Chine remerciera la Russie pour cet accès au marché, la coopération entre les deux pays pour le développement des technologies 5G a semé la panique en Occident.

«Alors même que les USA s'efforcent de persuader leurs alliés que Huawei représente une immense menace à la sécurité, la Russie a confié aux Chinois la mise en place de la technologie sans fil de future génération», constate le quotidien The New York Times.

Washington a interdit aux entreprises américaines d'utiliser les équipements de Huawei, accusant cette compagnie d'espionnage technologique et de récolte d'informations secrètes dans différents pays. Cette décision a constitué l'une des principales raisons de l'aggravation des relations Chine-USA et de la rupture des négociations sur un nouvel accord commercial bilatéral.

Sous la pression de la Maison-Blanche, les plus grandes compagnies technologiques américaines, notamment Google, Microsoft, Intel, ARM, Qualcomm et Broadcom, ont refusé de fournir des logiciels, des technologies et des équipements au géant chinois. On cherche également à repousser la compagnie du marché européen des communications. En mars, Washington a menacé Londres et Berlin de réduire l'échange de renseignements si les Britanniques et les Allemands permettaient aux Chinois de mettre en place sur leur territoire des systèmes de communication mobile de 5e génération.

Huawei est le troisième plus grand producteur de smartphones derrière la compagnie sud-coréenne Samsung et l'américaine Apple.

L'administration américaine a reconnu à plusieurs reprises que la compagnie chinoise représentait «une menace pour [notre] leadership dans la course pour la création des technologies mobiles du futur».

Comme le souligne la chaîne CNN, la Chine et la Russie ne font que renforcer ces craintes: leur coopération permettra aux deux pays de faire un bond dans le domaine des technologies internet.

«L'interdiction de Huawei risque de ralentir la mise en place des réseaux 5G dans le pays, et l'Amérique risque de prendre du retard sur la Chine. Désormais, même la Russie, qui ne fait généralement pas partie des leaders dans le domaine des hautes technologies, pourrait passer en tête», avertit CNN.

En février, l'ex-conseiller du président américain à la sécurité nationale James Jones avait parlé du retard sur les Chinois en matière de réseau 5G. Or le leadership dans ce secteur est crucial: l'internet mobile à très haut débit va entraîner une révolution dans l'économie numérique.

«De toute évidence, la 5G deviendra la technologie la plus révolutionnaire du siècle, et la Chine a toutes les chances de remporter la victoire dans cette compétition. Tous ceux qui éviteront de coopérer avec Huawei risquent également de prendre du retard parce que le monde avance vers la prochaine étape des communications numériques», avait souligné James Jones.

Les USA craignent également une autre menace découlant de la coopération Huawei-MTS: l'apparition d'un «rideau de fer» sur internet, c'est-à-dire d'une séparation du Web mondial en plusieurs réseaux nationaux.

«De plus en plus de pays, Chine en tête, se révoltent contre le principe de l'internet ouvert, les gouvernements protègent fermement les frontières de leurs propres réseaux internet, forcent les concurrents étrangers à stocker les données localement et à y garantir un accès aux organes de sécurité intérieure», indique CNN.

La scission imminente de l'internet a été également évoquée l'an dernier par l'ex-directeur général de Google, Eric Schmidt. D'après ce dernier, nous nous dirigerions vers «un internet dirigé par la Chine et un internet non-chinois avec les USA en tête».

Cette tendance s'est développée pendant une longue période grâce à Pékin, qui exportait volontiers ses technologies et son expertise afin d'aider ses partenaires à créer leurs propres réseaux internet fermement contrôlés. Mais, précise CNN, en menant une campagne agressive contre la Chine, l'Iran et la Russie, Washington a significativement renforcé la tendance à la scission de l'internet. L'apparition de différentes normes et règles nationales encadrant les réseaux informatiques est une perspective de plus en plus réelle, ce qui risque, selon la chaîne, de «faire disparaître l'internet auquel nous nous sommes habitués». sputniknews.com 14.06